

- 6 -

de lettres et papiers établissant de la manière la plus formelle que le département des Travaux Publics, dont Sir Hector Langevin était le ministre, avait été depuis de longues années une véritable caverne de voleurs. Je montrai ces documents à Sir Adolphe Caron et à Sir John A. MacDonald, et puis, j'en commençai la publication dans le *Canadien*. Je fus arrêté sous accusation de libelle criminel sur dénonciation de M. McGreevy. Je plaidai que tout ce que j'avais dit était vrai et que j'étais prêt à en faire la preuve. Puis les élections de 1891 survinrent, et je me fis élire dans le comté de Montmorency. Je portai en parlement mes accusations. La preuve que je fis épouvanta l'opinion publique. Sir Hector Langevin fut obligé de résigner son siège de ministre et M. McGreevy fut chassé de la chambre. Le parlement fut unanime à déclarer que des vols abominables avaient eu lieu, et que le pays avaient perdu des centaines de mille piastres.

Les clubs des deux partis politiques me félicitèrent des efforts que j'avais faits pour mettre fin à ce système de pillage et de rapines sans précédent dans notre histoire. Et Sir John Thompson, le ministre de la justice, prit des procédures contre M. McGreevy et les Connolly, tant au criminel qu'au civil pour recouvrer les sommes volées au pays.

LA RAISON DE LEUR HAINE

Il vous est facile de comprendre, messieurs, que dès ce moment j'attirai sur ma tête la colère de Sir Hector Langevin et de ceux que j'avais empêché de voler davantage. M. Thomas Chapais, qui est le gendre de Sir Hector, qui vit dans la même maison que lui, me voua une haine invétérée. J'avais, voyez-vous, nui aux intérêts de la famille. Il n'a cessé depuis dans son journal *Le Courrier du Canada*, de me dire les injures les plus grossières. Cet honnête personnage eût préféré voir les brigands qui entouraient son beau-père continuer leur œuvre et s'enrichir des sommes dérobées au peuple.

M. Chapais n'avait pas été oublié lui-même, paraît-il, dans tous ces tripotages, et M. Murphy a juré que \$3,000. de cet argent avaient été données au *Courrier du Canada*.

M. Chapais sait que les fraudes commises n'ont pas encore été toutes découvertes et rien ne l'effraie plus, lui et les siens, que l'idée de me voir entrer de nouveau en parlement.

QU'AI-JE FAIT ?

En 1890, en 1891, les conservateurs me portaient aux nues. J'étais à leurs yeux un homme digne de toute estime.

Qu'ai-je fait depuis pour mériter les injures que certains de leurs orateurs et de leurs journaux disent de moi ?